La République ne reconnaît aucun culte
La dynamique de la séparation
La présence sociale du fait religieux
Des demandes de reconnaissance
Sébastien Fath

De la non-reconnaissance à une demande de légitimation ?
Le cas du protestantisme évangélique

« Le protestantisme est une religion laïque ». Au seuil de la séparation des Églises et de l'État, cette proposition a été reprise en chœur par nombre de pasteurs français. Les plus évangéliques d'entre-eux, tels Ruben Saillens (1855-1942) ont été les plus zélés à l'entonner, pour vanter les bienfaits du nouveau régime de séparation des Églises et de l'État. Pour les protestants évangéliques, l'extension à tous les cultes de la « non-reconnaissance » apparaît alors comme providentielle. Un siècle plus tard, la donne a changé. Désormais, de nouveaux besoins de reconnaissance s'expriment. La description historique de ce virage invite à s'interroger sur ses causes. Comment comprendre ce revirement improbable ? Les explications esquissées ouvrent alors sur les enjeux posés par les nouvelles demandes évangéliques. Ces nouveaux besoins de reconnaissance agissent comme révélateurs de tensions qui travaillent aujourd'hui les régulations du religieux dans la France laïque de 2005.

De 1905 à 2005, une « non-reconnaissance » de moins en moins populaire

La séparation des Églises et de l'État a eu peu d'incidences sur les Églises protestantes évangéliques françaises. Marquées par un accent sur la conversion et une ecclésiologie professante (believer’s church), ces « groupes et réseaux convictionnels et militants » 1 sont alors très peu nombreux. Il faut faire la distinction, dans le protestantisme français de 1905, entre une sensibilité évangélique 2 (très fortement présente parmi les Églises réformées, moins nette chez les luthériens) et un milieu évangélique stricto sensu où l'Église correspond avant

tout à une assemblée locale de convertis. Si l’on se limite à ce dernier groupe, fruit direct de l’écclésiogénèse revivaliste du xixe siècle, il rassemble alors moins de 30 000 personnes. Il se subdivise en de multiples petits ensembles confessionnels : baptistes, méthodistes, darbyistes, mennonites et autres salutistes. L’un de leurs traits commun est d’avoir partagé, durant l’ère concordataire, la condition de « culte non-reconnu ». Avec la séparation de 1905, la République a désormais mis tous les cultes sur le même plan : cette disparition du décalage entre cultes concordataires et « non-reconnus » fut saluée avec enthousiasme.

Tous non-reconnus : 1905, revanche sur les cultes concordataires

Dans une impressionnante (et rare) unanimité, les Églises évangéliques ont vu, dans la loi du 9 décembre 1905, un acte de la Providence. Le pasteur et publiciste Léon Pilatte (1822-1893), qui a milité durant des années pour la Séparation dans l’hebdomadaire L’Église libre, triomphe à titre posthume. Ruben Saillens voit dans l’événement « la plus belle date de l’histoire de France ». Le pasteur Guillaume Le Coat (1845-1914), alors pasteur au sein de l’Union des Églises évangéliques de France (dites Églises évangéliques libres), écrit à ses correspondants anglais que depuis la Séparation, « la Bretagne ne souffre plus de l’oppression de l’influence cléricale qui, par le passé, a tellement interféré » dans le travail d’évangélisation. « La France est maintenant ouverte à l’Évangile comme elle ne l’a jamais été », considérant que la loi de 1905 place désormais sur un pied d’égalité tous les cultes. Les catholiques, à leur tour, deviennent « non reconnus ». « La loi du 9 décembre ne stipule-t-elle pas, dans son article 2, que “la République ne reconnaît... aucun culte ?” » Revanche sur les cultes concordataires, la Séparation « nous met sur le même rang que les Églises concurrentes », s’exclame le pasteur baptiste Philémon Vincent (1860-1929). La Séparation apparaît synonyme, pour les Églises évangéliques, d’un avenir radieux.

---


Les justifications religieuses à la « non-reconnaissance »

La « non reconnaissances » généralisée des religions par l’État dans le dispositif de Séparation n’est pas seulement lue comme une remise à niveau qui estompe, par la grâce du législateur, l’ancienne hiérarchie des cultes. Elle apparaît aussi justifiée d’un strict point de vue religieux, au nom d’une exégèse biblique nourrie principalement de deux courants : la pensée du théologien suisse Alexandre Vinet (1797-1847) d’une part, la pensée baptiste d’autre part. Au premier, beaucoup de protestants évangéliques doivent un attachement à la liberté de conscience et des cultes, soustraite à l’emprise de l’État : Dieu et César ne sauraient être confondus. Son abondante œuvre théologique a marqué deux générations de pasteurs, particulièrement dans les milieux revivalistes. Des seconds, les évangéliques retiennent l’idée que l’Église ne saurait procéder que des fraternités électives de chrétiens régénérés : toute immixtion de l’État, même en soutien, parasite et compromet l’œuvre divine. À l’inverse d’autres traditions évangéliques (comme le puritanisme) les baptistes n’ont pas développé cette conception sur le tard, après avoir échoué dans la conquête du pouvoir : dans la « première vague de dissidence » anglaise, Steve Bruce rappelle qu’ils furent les seuls à militer dès l’origine pour une séparation stricte, intrinsèquement liée à leur définition de l’Église comme association de convertis. En 1905, les quelque 3 000 baptistes français s’inscrivent dans cet héritage : même si l’État avait voulu généraliser le régime du Concordat et des Articles organiques au lieu de l’abolir, les baptistes l’auraient refusé pour des raisons théologiques.

Un siècle plus tard, de nouvelles demandes de reconnaissance

Les justifications idéologiques avancées par les protestants évangéliques pour approuver une « non reconnaissances » pour tous restent en partie les mêmes 100 ans plus tard. Elles s’avèrent cependant plus discrètes. À l’inverse, la « reconnaissances » hier abhorrée n’est plus un mot tabou. Un siècle après, la Séparation ne relève plus d’un cadeau providentiel. Elle passe plutôt pour une réalité ancienne, acquise mais équivoque, source de malentendus voire de menaces. Les protestants évangéliques, dont les effectifs atteignent désormais 350 000 personnes, n’entendent

10. Alors qu’en 2005, des voix s’élèvent, au sein même des rangs musulmans alsaciens, pour une extension à l’islam du régime concordataire d’Alsace-Moselle, les baptistes s’abstiennent de toute revendication similaire.
11. Ces statistiques se subdivisent en deux ensembles : le premier est constitué par une large mouvance pentecôtiste et charismatique. Absente au début du XXe siècle, elle connaît aujourd’hui environ 200 000 fidèles ; cette tendance met l’accent sur un christianisme miraculeux, prophétique et oral. Le second ensemble pourrait être qualifié de « piétéiste-orthodoxe » : évalué à environ 150 000 fidèles, il place l’accent principal sur la piété et la dimension normative de la Bible.

Les causes du nouveau besoin de reconnaissance


15. Offres religieuses basées sur le « tout de la vie » et l’échange constant avec les forces surnaturelles (Dieu et ses anges, Satan et ses démons), les mouvements pentecôtistes et charismatiques, surtout dans leurs expressions récentes, s’accommodent mal d’une séparation des sphères entre le profane et le sacré. On ne trouve guère, dans ces milieux, la valorisation théologique de la séparation entre l’État et les religions qu’on discerne chez Alexandre Vinet.
Une réaction à la disqualification sociale du religieux

La volonté de réagir à la disqualification sociale du religieux constitue un premier moteur des demandes de reconnaissance formulées par les évangéliques. Cette exigence se retrouve chez d'autres acteurs religieux, et participe d'une reconfiguration de la laïcité soulignée par Philippe Portier : après les fractures des années 1960 et 1970 s'affirme le souci « d'articuler la différence à la démocratie » 16. Le mouvement de secularisation accéléré de la société a fait basculer, en un siècle, tous les anciens équilibres. Il n'existe plus aujourd'hui de « France catholique » ou de « France chrétienne ». Le temps des praktiants est révolu, la « France païenne » que pronostique l'évêque Hippolyte Simon 17 paraît à l'ordre du jour. Invitées depuis longtemps à s'accommoder d'une privatisation discrète, disqualifiées en tant qu'institution de vérité 18, les Églises ont atteint un tel niveau de discrétion que l'État, aujourd'hui, ne demande plus guère d'effort supplémentaire dans ce domaine. À l'inverse, dans un contexte de désutopisation du politique et d'intégration européenne, les « différences identitaires » trouvent davantage droit de cité, même si la tradition française demeure plus lente à s'en accommoder qu'ailleurs 19. Dès lors, les anciens cultes concordataires mettent à profit leur expertise et leur capital d'image pour retrouver un rôle social plus visible, que ce soit dans les débats éthiques ou les missions de médiation (Nouvelle-Calédonie en 1988). Mais la donne se complique pour les groupes religieux numériquement plus faibles. Minorité parmi les protestants (même s'ils en constituent aujourd'hui la majorité des pratiquants), les évangéliques entendent bien s'inscrire dans ce mouvement. L'expérience de l'Armée du Salut, produit direct des Réveils évangéliques et dotée depuis l'an 2000 d'une fondation reconnue d'utilité publique, a pour beaucoup d'entre-éux valeur de référence 20. Mais deux obstacles les handicappent : l'omniprésence, depuis les années 1990, du débat sur les sectes, et le faible degré d'information des pouvoirs publics : mal « connus », comment aspirer à plus de « reconnaissance » ? La mise en place progressive, à partir de 2001, d'une structure représentative globale, le Conseil National des Évangéliques de France (CNEF) ne peut se comprendre que dans la perspective de contourner ces obstacles. Coordonnant l'action de deux structures représentatives plus anciennes, l'Alliance Évangélique Française (AEF) et la Fédération Évangélique de France 21

(FEF), il a adopté une plate-forme commune le 6 janvier 2003. Dans un scénario où se dessinerait un processus à deux vitesses combinant d’un côté une laïcité plus apaisée qui concilie démocratie et différences, et de l’autre la poursuite d’un processus de disqualification à l’encontre des « mauvaises » religions (sectes et extrémismes), les protestants évangéliques s’organisent.

L’effacement du catholicisme comme ennemi


La multiplication des acteurs religieux en compétition

La multiplication des acteurs religieux constitue un dernier aliment majeur du besoin de reconnaissance manifesté aujourd’hui par les 350 000 protestants évangéliques français. Depuis 1905, les « nouveaux mouvements religieux » et

autres « sectes » ont gagné en poids et en visibilité, y compris dans les médias. Par ailleurs, la montée de l'islam, dont personne, ou presque, ne parlait au moment de la Séparation, pose de nouveaux enjeux. Ces acteurs apparaissent alors même que la secularisation de la société française a poursuivi son cours, et que l'inculture religieuse des acteurs sociaux (médias compris) atteint un degré tel que de plus en plus de voix s'élèvent pour un enseignement d'histoire des religions dans l'enseignement secondaire.26 Ce double mouvement (diversification des acteurs religieux, méconnaissance croissante des religions) ne facilite pas l'insertion sociale des groupes religieux minoritaires. Si parler globalement de « discriminations religieuses » apparaît excessif27, il est évident que la multiplication de petits entrepreneurs de biens de salut suscite localement d'autant plus de méfiance que les observateurs « s'y perdent », dans un contexte de forte médiatisation de la question des sectes. Le pasteur Philippe Joret, à la tête d'un réseau d'Églises évangéliques charismatiques, se plaint ainsi que « les sectes reçoivent plus d'attention médiatique en une semaine que les chrétiens évangéliques en une année »28. Comment distinguer le bon grain de l'ivraie ? La stratégie de visibilité et de représentativité des protestants évangéliques durant le dernier quart de siècle s'inscrit dans ce contexte. En multipliant les démarches d'entrée dans la Fédération Protestantte de France29 (interlocuteur privilégié des pouvoirs publics), en tentant de viabiliser une « plate-forme commune » au travers du CNEF, il s'agit de conjurer l'éparpillement évangélique par des structures représentatives, seules à même de négocier une part de « reconnaissance ». Mais de quelle « reconnaissance » s'agit-il ?

Les enjeux posés par les demandes évangéliques

Les demandes évangéliques posent la question du type de « reconnaissance » demandé. Il n'est pas sûr que les enjeux de la reconnaissance se posent dans les mêmes termes chez tous les autres acteurs religieux. Marquée par une méfiance séculaire pour le modèle de l'Église d'État, caractérisée classiquement par la

---

réticence protestante vis-à-vis des institutions centralisées, la culture évangélique n’associe pas prioritairement la « reconnaissance » à un statut juridique. D’autres significations priment.

Reconnaissance ou meilleure connaissance ?

Derrière la « reconnaissance » recherchée ou demandée par les évangéliques, que ce soit au travers de la Fédération Protestante de France, du CNEF ou des multiples organisations inter-écclesiastiques, c’est souvent d’une simple « connaissance » qu’il s’agit. Lorsque la Fédération Évangélique de France (FEF) a invité Nicolas Sarkozy, alors ministre de l’Intérieur, à parler en chaire dans le temple de Longjumeau le samedi 31 janvier 2004, aucune revendication explicite de reconnaissance n’a été formulée par les responsables évangéliques. En revanche, les comptes-rendus développés dans la presse de la FEF témoignent d’une satisfaction prioritaire : le ministre a pris la peine de rencontrer les responsables et de s’informer sur leurs activités. Non sans arrière-pensées politiciennes, le ministre en question n’a pas manqué de valoriser dans son discours cette interconnaissance : « Certains ministres, dans le passé, avaient même conceptualisé une attitude étrange qui consistait à indiquer que puisqu’ils étaient ministres, ils ne pouvaient entrer ni dans une église, ni dans une synagogue, ni dans une mosquée, ni dans un temple. Et bien, écoutez, je pense exactement le contraire ».

Beaucoup de protestants évangéliques se plaignent périodiquement, dans leurs journaux, d’un déficit de connaissance : les élus locaux ne prennent pas le temps de les rencontrer (ou ne les reçoivent que s’ils appartiennent à la Fédération Protestante de France). La lecture du rapport parlementaire de 1996 sur les sectes, émaillé d’erreurs dans sa description des évangéliques, n’a pas été pour corriger cette perception d’un déficit d’information des pouvoirs publics. En réaction, « reconnaissance » rimerait ainsi avec « connaissance », la République se voyant invitée à mieux découvrir les réalités religieuses de la société française du XXIe siècle.

33. Dans le bulletin de la Fédération Évangélique de France, on se félicite en 2003 qu’un dossier de presse de la FEF, assorti d’une lettre et d’un exemplaire de La Bible dit vrai ou faux, a été remis « au président de la République, au 1er ministre et aux ministres du Gouvernement ainsi qu’aux sénateurs et aux députés de notre pays ». Cf. InfoFef, décembre 2003, p. 32.
Reconnaissance ou meilleure réputation médiatique ?

Une autre déclinaison du thème ambigu de la « reconnaissance » rejoint la question de l’utilité sociale, voire de la réputation. « Être reconnu », c’est alors se voir identifié avec une fonction sociale appréciée par la collectivité. Cette demande s’oriente vers les politiques, mais tout autant, et peut-être plus, vers les médias, qui font et défoncent les « réputations ». L’affaire du dossier du Nouvel Observateur, au printemps 2004, en constitue un bon exemple. Premier hebdomadaire d’information français par son tirage, le Nouvel Observateur a publié pour la première fois un dossier fourni sur les protestants évangéliques, en insistant sur leur poids aux États-Unis et sur la menace globale qu’ils représenteraient. Son orientation et son titre, « Les évangéliques, la secte qui veut conquérir le monde »34, ont suscité des tempêtes de réactions, dont les sites internet évangéliques permettent de retracer les thématiques35. Le sentiment d’une diffamation médiatique constitue un leitmotiv, qui déboucha sur une intervention de la Fédération Protestante de France36. L’affaire s’est terminée par un mea-culpa de Serge Lafaurie, directeur du Nouvel Observateur, à l’occasion d’un dîner organisé le 30 mars 2004 au siège parisien de la FPF. L’Alliance Évangélique Française (AEF) fut pour la première fois partie prenante des échanges, s’attachant à « faire comprendre l’ampleur des dégâts »37. L’enjeu, dans cette affaire, n’est autre qu’une bonne réputation médiatique, qui a pour les acteurs valeur de « reconnaissance ».

Reconnaissance ou indifférence radicale ?

La dernière signification attachée à certaines demandes de « reconnaissance » évangéliques est la plus paradoxalement loin de quêmander statut, avantages ou même une meilleure connaissance par l’État, c’est l’indifférence complète – et égalitaire – du politique qu’on souhaite. Lors d’un débat au cours duquel plusieurs pasteurs d’Églises évangéliques africaines ont fait état de tracasseries administratives au sujet des normes de sécurité de leurs lieux de culte38, un intervenant s’exclame : « Ce que je n’arrive pas à comprendre, c’est quand un maire vous

35. Voir en particulier les interminables forums de discussion du site Topchrétien, principal portail évangélique francophone (http://www.topchretien.com/).
36. Dans un communiqué qui suit une lettre ouverte de l’Alliance Évangélique de France (28 février 2004), Jean-Arnold de Clermont, président de la Fédération Protestante de France, demande au Nouvel Observateur que « les Églises soient respectées pour ce qu’elles sont », et conclut : ce que demandent « nos Églises c’est de l’honnêteté intellectuelle. N’est-ce pas le moins que l’on puisse attendre d’une presse libre. »
propose d’aller voir un curé pour demander de louer la salle de la paroisse, pour officier au culte, et que vous constaterez que les normes qu’on vous demande à vous ne sont pas remplies par le curé. Alors voyez-vous, on a l’impression qu’il y a deux poids deux mesures. C’est une grande injustice » \(^{39}\). Il n’est pas du tout certain que dans l’esprit de ce pasteur évangélique africain, la solution réside ici dans une laïcité de séparation plus radicale. À un souci générique du type « qu’on nous laisse tranquille » (suggérant une demande de retrait de l’État) se greffe en effet une théologie du combat spirituel qui englobe public et privé, politique et religieux, dans une même dynamique missionnaire. Cependant, pour d’autres groupes plus anciennement implantés, comme les mennonites, les libristes ou les baptistes, l’interventionnisme de l’État est rejeté dans les mêmes termes qui avaient conduit les évangéliques à saluer la loi de 1905 : le meilleur barrage au « constantinisme » \(^{40}\) (où le politique se mêle de religieux) tient dans l’indifférence de l’État. Au grief du « deux poids et deux mesures », certains cultes étant perçus comme plus égaux que d’autres, on répond ici non par un nivellement par le haut des statuts et des avantages, mais à l’inverse par une demande de retrait étatique plus général et plus égalitaire. La seule « reconnaissance » qui demeurerait en quelque sorte la reconnaissance radicale de l’autonomie du religieux par rapport au politique. D’où la contestation du régime concordataire qui règne encore en Alsace-Moselle : c’est en partie sous l’influence de diverses voix évangéliques que Jean-Arnold de Clermont, président de la Fédération Protestante de France, jeta un pavé dans la mare en mai 2003 en déclarant, au sujet du financement des cultes : « je crois nécessaire d’abolir à terme un tel système où les ministres du culte sont des fonctionnaires ». Que les protestations indignées des Églises protestantes concordataires \(^{41}\) aient ensuite conduit la FPF à revenir sur ces propos ne change rien à l’affaire : dans une configuration où les évangéliques (héritiers des « non-concordataires d’avant 1905) pèsent aujourd’hui un poids croissant dans les nouveaux équilibres du protestantisme, une séparation plus franche et plus égalitaire constitue une revendication incontournable.

\(^{39}\) Cité dans Émile POULET et Dominique KOUNKOU, op. cit., p. 162-163.

\(^{40}\) Le constantinisme désigne un monisme politico-religieux mis en place à partir de l’Empereur Constantin, à l’opposé d’une théologie (nourrie de Balthasar Hubmaier, Roger Williams, Alexandre Vinet) qui considère que « le Nouveau Testament signifie la fin d’une fusion entre la foi et le pouvoir civil » (citation Neal Blough, conférence « L’Église et la tolérance, un regard historique », Église protestante évangélique de Paris XV\(^{e}\), 4 octobre 2003). Voir aussi Neal Blough, dir., Eschatologie et vie quotidienne, Cléon d’Andran, Excelsis, 2001.

\(^{41}\) Il s’agit de l’ERAL (Église Réformée d’Alsace et de Moselle) et de l’ECAAL (Église de la Confession d’Augsbourg d’Alsace et de Moselle). Confrontées à une hémorragie de pratiquants, la manne concordataire est pour elles une condition sine qua non du maintien de leurs activités.
Conclusion

Un siècle après 1905, les nouvelles demandes de reconnaissance formulées, en ordre dispersé, par divers acteurs du protestantisme évangélique, sont-elles révélatrices d'un vieillissement du modus vivendi laïque ? Il semble bien qu'elles s'inscrivent dans ce « flottement généralisé des dispositifs régulateurs, tant du côté de la laïcité que de celui des institutions religieuses » décrit par Danièle Hervieu-Léger. Dans un contexte marqué à la fois par une sécularisation aiguë et une multiplication des petits acteurs religieux, les protestants évangéliques questionnent l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905 selon lequel « la République ne reconnaît... aucun culte ». Mais ce questionnement est à double sens. En pointant du doigt ce qui leur apparaît comme un fonctionnement à deux vitesses du pacte laïque, certaines revendications évangéliques suggèrent que la laïcité serait allée trop loin (la non-reconnaissance entraînant une disqualification du religieux), mais d'autres, à l'inverse, estiment qu'elle n'est peut-être pas allée assez loin (en maintenant des régimes de préférence). Au travers du terrain protestant évangélique, la lecture des revendications des religions minoritaires, dans la France de 2005, ne s'inscrit donc pas uniquement dans la grille d'une menace ou d'un affaiblissement de la laïcité. Dans la compétition engagée autour de ce que pourrait signifier aujourd'hui une « laïcité dynamique, propre à inventer des solutions neuves » 43, c'est tout autant un affermissement laïque qui paraît demandé par une partie de ces protestants, héritiers d'une tradition séculaire de séparation État-religion.

Sébastien FATH

Groupe de Sociologie des Religions et de la Laïcité

---

42. Danièle Hervieu-Léger, Le pèlerin et le converti, op. cit., p. 254-255.